**STROH (Frédéric) et QUADFLIEG (Peter M.), dir.,
Incorporation de force dans les territoires annexés
par le III^e Reich**

Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016, 228 p.

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2665>

DOI : 10.4000/alsace.2665

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 469-472

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « STROH (Frédéric) et QUADFLIEG (Peter M.), dir., Incorporation de force dans les territoires annexés par le III^e Reich », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 07 novembre 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2665> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2665>

de manière anecdotique (avec toutefois quelques mentions intéressantes : p. 393-394 et p. 419). L'étude de l'*Erweiterte Kinderlandverschickung*, la mise à l'abri des enfants des villes bombardées dans d'autres parties du Reich, est particulièrement détaillée et intéressante, notamment par les projets scolaires qu'elle inspire chez les idéologues nazis. L'Alsace n'est pas mentionnée dans cette sous-partie, alors que des enfants de la Ruhr ont trouvé refuge ici : encore un espace à explorer par la recherche régionale ! La conclusion générale de l'ouvrage : des politiques scolaires différentes dans le Wurtemberg, en Pays de Bade et en Alsace, mais un même objectif, l'instrumentalisation de l'individu pour les besoins de la *Volksgemeinschaft*.

Jürgen Finger appuie ses analyses géographiques sur un certain nombre de cartes, dont deux pour l'Alsace (p. 337 pour l'enseignement primaire supérieur et p. 349 pour l'enseignement secondaire). Il faut aussi relever les très riches annexes, où l'on trouvera les nombreuses statistiques utilisées par l'auteur. Les tableaux concernant l'Alsace sont aux p. 570-575 et p. 584-588 : beaucoup sont des listes d'établissements, qui permettent d'embrasser en un coup d'œil des pans entiers de l'enseignement ; les tableaux p. 574-575 sur les établissements secondaires doivent notamment être mis en regard du développement consacré à la dénomination de ces établissements, p. 346. La liste p. 576-584 permet, sur ce sujet, la comparaison avec le Pays de Bade et le Wurtemberg (et le Hohenzollern).

Éric Ettwiller

STROH (Frédéric) et QUADFLIEG (Peter M.), dir., *Incorporation de force dans les territoires annexés par le III^e Reich*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016, 228 p.

En août et septembre 1944, les Alliés définissent une série de « crimes de guerre » qui devront faire l'objet de poursuites. Parmi ceux-ci, « la conscription militaire imposée aux habitants des zones annexées et intégrées au Reich, appelés *Volksdeutsche*, dans les mêmes conditions que celles valant pour l'Allemagne [*on the same terms as in Germany itself*], Alsaciens, Lorrains, Luxembourgeois, Polonais placés sur les *Volkslisten*, et les habitants des parties annexées de la Slovénie, à qui l'on a conféré la nationalité allemande ». (*Catalogue of Crimes*, Déclaration du 29 août 1944).

La journée d'études réunie en octobre 2012 par Frédéric Stroh et Peter M. Quadflieg au nom de l'EA 3400, des mémoriaux allemands *Dokumentations und Informationszentrum DIZ Torgau* et *Gedenkstätte Roter Ochse Halle* sous l'égide de la Fondation Entente franco-allemande, du Conseil régional Alsace et du Conseil général du Bas-Rhin, étudie précisément l'ensemble des territoires européens où l'Allemagne nazie avait perpétré les crimes de guerre d'incorporation de force, auxquels il faut ajouter les incorporés de force belges d'Eupen-Malmédy. Mais Frédéric Stroh précise bien : il ne s'agit pas de repérer des systèmes totalement identiques, mais « de faire émerger des analogies et d'identifier des variables ».

L'analyse générale se déroule selon la grille déjà familière aux historiens de ce qui est devenu à présent une spécialité de l'histoire militaire de la Deuxième Guerre mondiale : statut du pays annexé (de fait), et son histoire antérieure, statut des incorporés — ils sont tous naturalisés allemands alors que les habitants du territoire ne le sont pas tous —, attitude des incorporés : passifs, réfractaires ou déserteurs ; répression qui les frappe ou frappe leurs proches, en cas d'insoumission, statut des anciens combattants, prisonniers, morts et disparus et de leurs familles, développement de leur historiographie, mémoire.

La situation des trois États d'Europe occidentale (France, Belgique, Luxembourg) contraste avec celles des États de l'ancienne Yougoslavie ou de la Pologne communistes.

Leur historiographie est abondante et de plus en plus assurée : Quadflieg (Aix-la-Chapelle) fait le point sur l'incorporation de force pendant la guerre, et Stroh sur la répression disciplinaire et judiciaire des déserteurs et insoumis. Dans les contributions appelées, peut-être de manière trop générale « mémoires », la France (Jean-Noël Grandhomme), la Belgique (Christoph Brüll), le Luxembourg (Eva Maria Klos) se distinguent. Statut des anciens combattants organisés en associations, réparations et indemnisations : le développement y est précoce, même si le phasage peut être différent. En Alsace et Moselle : des pensions sont obtenues dès 1944-45 puis 1957, la mention « mort pour la France » accordée dès mars et novembre 1945, des indemnisations partielles obtenues de la RFA dès les années 50 et aménagées encore ultérieurement. Les gouvernements font face à une opinion publique traumatisée et à des puissantes organisations d'anciens combattants, ancrées dans les partis politiques majoritaires, capables d'arracher en 8 jours la loi d'amnistie pour les condamnés « malgré-nous » du procès de Bordeaux (1953). Il en va de même pour la Belgique et

le Luxembourg. Leurs organisations sont réunies en 1963 en une Fédération Internationale des Victimes du Nazisme qui pèse sur les relations avec la RFA. À des degrés divers, après la phase de l'amnésie volontaire ou non, la place des « malgré-nous » est bien présente dans le patrimoine mémoriel et l'historiographie savante et le « dolorisme » inévitablement cultivé et parfois dénoncé, avec l'inévitable concurrence des mémoires.

La chute de l'empire soviétique, l'ouverture des archives ont leurs retombées aussi en Alsace et en Europe de l'Ouest, avec les pèlerinages dans les camp russes, dont celui de Tambow alors que se produit la relève des générations dans la cristallisation de la mémoire, dans des monuments et musées, ainsi que dans l'historiographie.

Rien de tel en Pologne et en Slovaquie. S'ils sont encore présents dans les nouveaux États qui ont pris la suite de ceux dont ils avaient été les citoyens quand ils ont été incorporés de force, les anciens combattants ont été contraints au silence au mieux, suspects et discriminés au pire.

Dès le 8 octobre 1939, le Reich annexe les territoires polonais, qui avaient fait partie de la Prusse et du Reich bismarckien jusqu'en 1918. Le Reich nazi établit alors une « *Deutsche Volksliste* » et le triage divise la population en classes, les deux premières « d'origine et de sentiments allemands », la troisième mixte composée d'« Allemands polonais » (*Deutsch-Polen*) – une expression interdite en 1943 – ou de groupes ethniques autochtones (Mazures, Kachoubes, etc.) et la quatrième « polonisée », à exproprier et expulser. Les historiens ne sont pas en mesure d'établir des chiffres : ils varient entre 200 000 incorporés de la classe 3 à quoi s'ajoutent 100 000 des deux premières classes, chiffres contestés par une évaluation alternative : 750 000 dont 500 000 *Deutsche Volksliste* 3 (Ryszard Kaczmarek). L'exposé par Sebastian Rosenbaum sur les tribulations du brave soldat Szulc (Schultz) nous donne la mesure de ces complexités : l'inscription sur la « *Volksliste* » avait en outre un sens différent dans les voïvodies de l'ouest de celles du Wartheland. Désertion et passage au maquis prennent des proportions importantes. L'armée du gouvernement polonais en exil Anders n'aurait pu continuer de se battre en Italie, si elle n'avait pas pu recruter des soldats polonais de la Wehrmacht faits prisonniers de guerre (Miroslav Wecki). Après la guerre, l'incorporation de force fait l'objet d'une *damnatio memoriae* dans le droit fil de la germanophobie officielle. En 1974, la loi sur les pensions d'invalidité les restreint aux Polonais ayant servi dans les armées alliées et dans la Résistance. Après 1989, et le réveil des mémoires, les controverses se donnent libre cours. Il n'y a plus de consensus. Des

historiens se mettent au travail. Mémoires et historiographies s'inscrivent cependant dans le débat politique d'une Pologne encore marquée, par la méfiance envers l'Allemagne. La notion même de « malgré-nous » est contestée pour l'incorporation de catégories entières de Polonais. Les enjeux de politique intérieure contemporaine pèsent de tout leur poids, comme on l'a vu pour l'élection présidentielle de 2005.

472

La même complexité préside à l'examen de la situation en Slovénie (Damijan Gustin), dont une partie est annexée à l'Allemagne (38 000 incorporés de force), à la Hongrie (5 000 incorporés), Italie (24 000 incorporés). La résistance est compliquée par les appartenances politiques des maquis ; il y a ceux des partisans titistes et ceux du gouvernement royal. Là aussi s'applique la maxime : « si je pars à la guerre dans l'armée allemande, je serai seul à trinquer, mais si je passe aux partisans, les Allemands feront payer ma famille ». Après la guerre, les anciens combattants sont réduits à la seule aide familiale. Des invalides slovènes ont pu bénéficier de pensions ouest-allemandes, mais à titre individuel. Ce n'est qu'après 1991, dans le sillage de l'éclatement de la Yougoslavie, que des associations peuvent se créer, et que la situation de ceux qui avaient survécu peut être réexaminée (Monika Kokalj Kocevar). Mais là aussi les enjeux de politique intérieure contemporaine sont manifestes.

Sur la toile de fond des rapports de politique extérieure de la RFA puis de l'Allemagne réunifiée avec ses partenaires européens, le dernier élément de l'étude porte sur l'opinion publique allemande à propos de l'incorporation de force comme crime de guerre de l'Allemagne et de l'armée allemande. Le rôle d'une justice militaire nazie impitoyable a pris place dans les institutions de mémoire de l'Allemagne (Norbert Haase, Frédéric Stroh).

On comprend bien que les organisateurs de la journée d'études aient tenu à fractionner leur problématique en questions posées par leur objet principal, le crime de guerre de l'incorporation de force par l'armée allemande. L'examen du cas des malgré-nous de l'Est européen constitue pour le lecteur l'aspect le plus neuf de cette étude collective. Ce faisant, elle ne répond pas seulement à la question soulevée par l'incrimination de 1944. Pologne et Slovénie ont rejoint en 2004 une Union européenne fondée en 1957. Le travail de ces historiens traite d'un chapitre de l'histoire des peuples de l'Union européenne qu'il importe de connaître et c'est aussi le grand mérite de cette publication.

François Igersheim